

L'Amérique se déploie, l'Europe se replie

DANS le grand livre qu'il consacrera à la mondialisation et à l'histoire du capitalisme entre la fin du XIX^e siècle et la première guerre mondiale, Karl Polanyi explique que la grande transformation du monde s'est organisée autour de trois éléments essentiels : un système interétatique garant de la guerre et de la paix et construit autour du concert des nations ; une idéologie : celle du marché autorégulateur ; des leaders en nombre très limité et représentant la haute finance.

Selon Polanyi, ce système a débouché sur la guerre et le repli sur soi parce qu'il avait au fond oublié d'inscrire l'immense mutation du capitalisme mondialisé dans une logique de régulation. Au regard des crises d'Enron et de WorldCom et des phénomènes de panique sociale qu'elles engendrent, le spectre d'un effondrement tel que l'analyse Polanyi peut sembler réapparaitre.

Mais les comparaisons historiques doivent toujours rester prudentes. Car ce qui guette le système mondial aujourd'hui, c'est moins une explosion qu'une succession de délitements dont le premier responsable seraient les Etats-Unis et dont la grande victime serait l'Europe.

A la fin du XIX^e siècle, c'était le concert des nations qui assurait l'équilibre du monde. Aujourd'hui, la situation est beaucoup plus complexe et cela pour plusieurs raisons. La première vient du fait que les dérèglements du système mondial sont devenus beaucoup plus sociaux que classiquement militaires. Les notions de guerre et de paix sont devenues très relatives, comme l'a montré le 11 septembre. Il existe une zone grise où mafias, terroristes, mais également consultants et entreprises déstabilisent potentiellement le jeu capitaliste mondial. En outre, le nombre d'acteurs s'est considérablement accru. De surcroît, ce système interétatique est extraordinairement déséquilibré en faveur des Etats-Unis, dont l'ambition politique est de devenir une puissance acosmique. Elle veut dominer le monde, sans se sentir d'obligation vis-à-vis de celui-ci. Elle veut un monde à son image sans avoir à être à l'image du monde. Ce faisant, l'Amérique est en train de dépasser le vieux dilemme entre isolationnisme et interventionnisme pour inventer le principe de l'acosmie : elle veut américaniser le monde sans mondialiser l'Amérique.

Or cette évolution est lourde de conséquences. La première tient au fait qu'en jouant aussi ouvertement la carte d'un Etat-nation qui ne voit la mondialisation que comme une logique de renforcement de l'Etat-nation sans contrepartie coopérative, les Etats-Unis envoient un signal au reste du monde. Celui de la restauration de la logique classique de puissance étatique à l'heure de la mondialisation. C'est ce que semblent d'ailleurs avoir compris

les Russes, les Chinois et les Indiens. La lutte contre le terrorisme aidant, c'est le jeu froid des Etats qui revient en force avec ses dégâts collatéraux : impasse sur la démocratisation, recul massif de la défense des droits de l'homme, dégageant de toute contrainte internationale dès lors que celle-ci heurte des clientèles (recours au protectionnisme) ou des intérêts stratégiques (affaire de la CPI). C'est tout le pan éthique de la mondialisation qui s'effrite.

Le risque est donc grand que cette mondialisation hémiplegique renforce les oppositions et les dérèglements, en accolant mondialisation économique et logiques classiques d'Etat-nations. Cette dynamique va exactement à l'encontre de l'idée de gouvernance mondiale qui veut précisément articuler gouvernance économique et mondialisation

commencent à s'amonceler de manière préoccupante. De sorte que ce qui apparaissait comme des conflits d'intérêts tend à devenir des conflits de valeurs : sur Kyoto, sur les OGM, sur le Tribunal pénal ; sans parler, bien sûr, de divergences sur la Palestine, l'Irak, le Nord-Sud ou le commerce. C'est cependant en matière de sécurité que le renversement est le plus spectaculaire. Il y a dix ans, certains Européens se demandaient comment bâtir une identité de défense européenne autonome face aux Etats-Unis. Aujourd'hui, la situation est inverse. Les Européens se demandent comment ils pourront faire pour retenir les Américains dans l'OTAN. Le risque n'est pas mince de voir les Etats-Unis lier leur maintien dans l'OTAN à un alignement sur les positions américaines.

De cette situation préoccupante, on pensait tirer une conclusion optimiste : puisque l'Europe se sépare des Etats-Unis, elle devra prendre son destin en main. Mais, contrairement aux

ce est conditionnée par un effet de masse et que l'Europe est le seul moyen pour atteindre ce seuil critique. Au demeurant, sur le plan commercial comme sur le plan de la concurrence, c'est bien la fédéralisation de nos choix qui nous permet de faire jeu égal avec les Etats-Unis.

Pour autant, rien n'est simple. La Grande-Bretagne mais également l'Espagne sont plus que jamais décidées à inscrire leur engagement européen dans une logique de puissance étatique. La première l'a montré depuis le 11 septembre et le montrera probablement quand les Américains décideront d'envahir l'Irak. Bien que sur un petit pied, les Espagnols ont démontré, à travers l'épisode peu glorieux de l'ilot de Persil, qu'ils ne lésineraient pas sur les symboles les plus cocardiers pour hausser leur statut. L'Allemagne exclut cette perspective, mais elle semble rechercher tout et son contraire : plus d'Allemagne, plus d'Europe et plus d'Alliance atlantique.

Il y a plus grave. Les sociétés européennes sont profondément rétives à la thèse de l'Europe-puissance prônée par les Français. Les Européens sont devenus des petits-bourgeois blancs. Avec l'élargissement, on a du mal à voir comment cette tendance pourra être renversée, sauf à imaginer un jour que l'Europe centrale et orientale se trouve confrontée à une menace russe qu'une OTAN tombée en désuétude ne voudrait plus contrer.

Les Européens s'indignent du bellicisme américain mais ne semblent pas le moins du monde soucieux d'accroître leur effort de défense. Ils craignent que cette ponction se fasse au détriment de leur protection sociale très élevée. Les Européens jugent la fracture Nord-Sud inacceptable. Mais ils conservent une politique agricole commune qui pénalise considérablement les pays du Sud et s'engage dans des politiques d'immigration très malthusiennes.

Pris entre l'acosmie américaine et l'aboulie européenne, le système mondial se trouve plus que jamais dépourvu d'une grammaire politique.

Les Européens se demandent comment ils pourront faire pour retenir les Américains dans l'OTAN. Le risque n'est pas mince de voir les Etats-Unis lier leur maintien dans l'OTAN à un alignement sur les positions américaines

politique. En raidissant la position américaine, le 11 septembre a fait régresser les perspectives d'une meilleure gouvernance mondiale, même si le Congrès américain vient de donner les moyens au président Bush de conduire des négociations multilatérales. Car ne nous y trompons pas : aller vers une gouvernance mondiale, c'est accepter des disciplines internationales. Or, moins que jamais, les Etats-Unis semblent disposés à s'y plier.

Cette évolution heurte de plein fouet l'Europe, qui découvre que ses divergences avec l'Amérique

apparences, cette hypothèse est la moins probable, même si elle est hautement souhaitable. En effet, il n'est pas du tout assuré que le retour à la logique brutale de l'Etat-nation conduise les Européens à approfondir la logique de souveraineté partagée. En France, une bonne partie des élites ne voit pas pourquoi l'Europe serait la seule région du monde où les Etats devraient renoncer à une politique de puissance quand, partout ailleurs, tous les Etats émergents ne se penseraient qu'en ces termes. On pourrait leur rétorquer que la puissance